



PROCES VERBAL - ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASED VENDREDI 25 MARS 2011 – MAIRIE ANNEXE DE BOIS-GUILLAUME

Adhérents 2010 présents :

Caroline CAMILLERAP - Gaëlle DI MATTEO - Marcel FOUCAULT - Julie FOUQUET - Samuel NEUFVILLE - Odile ROUSSELET - Dominique ROUSSELET - Philippe ROUSSELET - Perrine ROUSSELET - Cécile VARIN

Sympathisants présents ou adhérents 2011 :

Christine BRETOT - Georges GOMIS - François LAURENT - Roselyne LEROY - Annie LEROYWURMLINGER - Régis LEROY

Absents excusés ayant donné leurs pouvoirs à des membres présents :

Sylvie APOLLIN - François CAHAREL - Emilie DEBLED - Geneviève JAMES - Sabine LEMONNIER - Alain LENACK - Marie-Claude LECAUDE - Christine LE CLERC - Marie-Claude LEVALLOIS - Anne OLIVREAU - Delphine SILIE - Michel RAUD - Cécile-Anne SIBOUT - Aurélie ROUSSELET - Sophie ROUSSELET - Delphine SILIE - Monique TREMAUVILLE

ORDRE DU JOUR :

- Bilan sur les activités réalisées en 2010 et approbation des comptes de l'exercice 2010
- Présentation des projets 2011 et approbation du budget de l'exercice 2011
- Election du bureau
- Questions diverses

Après avoir annoncé l'ordre du jour, Julie Fouquet, présidente de l'ASED, a présenté rapidement l'association aux nouveaux adhérents présents et a fait un bilan moral des activités réalisées en 2010.

I. PRÉSENTATION DE L'ASED ET DE SES OBJECTIFS :

Présentation de l'ASED, Association Loi 1901, créée en 2007 pour venir en aide aux enfants défavorisés du BURKINA FASO. Son action se concentre essentiellement dans la commune de TITAO.

En 2010, l'ASED comprenait 74 adhérents (60 en 2009) et un bureau de 6 personnes.

Le montant des adhésions est fixé à :

- 10 € pour les étudiants, parrains et associations,
- 30 € par personne,
- 50 € par famille
- et 100 € pour les entreprises.

Quelques mots sur le BURKINA FASO et sur TITAO (Province du LOROUM), commune située dans le Sahel, où l'ASED intervient depuis 2007 grâce à un partenariat étroit avec l'association CRI DE COEUR (ACC).

Une année 2010 bien riche avec le lancement d'un projet d'envergure, la construction d'une unité BAMISA et son inauguration le 9 Décembre 2010 en présence de 4 membres de l'ASED.

II. BILAN MORAL DES ACTIVITÉS 2010

➤ LES PROJETS RÉALISÉS AU BURKINA FASO EN 2010 :

▪ Construction d'une unité BAMISA

Contexte et objectif

Suite à la présence depuis 2007 de Médecins sans Frontières (MSF) à TITAO avec un lourd programme de traitement des enfants malnutris, nous avons décidé en 2009 avec l'Association CRI DE COEUR (ACC) de monter un projet de mise en place d'une unité BAMISA afin de lutter contre ce fléau en proposant aux mamans une bouillie amyliée à base de céréales locales.

Financements :

Ce projet a pu se concrétiser grâce au soutien de généreux donateurs ; nous remercierons en particulier Karim DERROUAZ, Michel RAUD, Odile ROUSSELET, Philippe ROUSSELET, Elisabeth et Gérard NOËL pour leur confiance.

Nous n'oublions pas non plus ceux qui nous ont permis de le réaliser en un temps record par des avances de trésorerie en attendant le versement des subventions accordées : Michel WARTER, l'Association de Promotion du Projet BAMISA (APPB) et Julie Fouquet.

Ce projet est soutenu par la Région Haute-Normandie (8 000 €) et par le Département de la Seine-Maritime (5 000 €) sur un budget prévisionnel total de 26 500 €

Au 31/12/2010, seule la première partie de la subvention de la Région, soit 4 000 € avait été reçue le 15 Juin 2010. Nous remercions aussi vivement David TAHIR pour son aide à l'élaboration de ces dossiers de subvention.

Avancement du projet :

Le bâtiment, achevé, a été inauguré en grandes pompes le 9 Décembre 2010 avec la présence de nombreux officiels, de 4 membres de l'ASED et d'une part importante de la population. Ce fut aussi l'occasion de sensibiliser à la lutte contre la malnutrition les personnes présentes via une petite pièce de théâtre conçue pour l'occasion. Une démonstration de bouillie a aussi été faite par Simone SOUBEIGA qui avait formé les 3 femmes de TITAO en janvier 2010.

▪ Poursuite du parrainage avec 16 enfants parrainés

Principe :

Des orphelins ou enfants vulnérables élevés par des tuteurs (maman, tante, grands-parents) qui peuvent vivre normalement : aller à l'école, manger à leur faim, être soignés si besoin grâce au soutien financier de parrains français.

Fonctionnement :

Versement mensuel des parrains à l'ASED de la somme de 25 € Envoi de l'argent par l'ASED par Western Union auprès de Fatao KONFE, le président de CRI DE COEUR, qui remet ensuite la somme aux tuteurs des enfants. Signature d'une feuille d'émargement devant un représentant de la Mairie et de l'Action sociale. Les feuilles d'émargement sont ensuite numérisées et envoyées par mail à l'ASED.

Commission parrainage :

Une commission parrainage composée de Gaëlle DI MATTEO et Caroline CAMILLERAPP a été mise en place. Elle a permis l'élaboration d'une charte de parrainage et d'une fiche de suivi des enfants.

Suivis :

Les enfants sont suivis par CRI DE COEUR qui tient l'ASED au courant de problèmes éventuels. Pour exemple, en 2010, les familles des enfants parrainés ont fait part de leur angoisse due à un problème de parcelle, l'ASED a pu les aider financièrement pour les frais de réservation de parcelle.

Visite aux enfants parrainés tous les ans à TITAO par un membre de l'ASED. Cette année Perrine ROUSSELET, marraine de Aminata Toure, faisait partie du voyage. Elle a pu passer un peu de temps avec sa filleule.

Liens avec les parrains :

Lors de cette visite, des courriers et cadeaux ont pu être remis à certains enfants de la part de leur parrain, et des nouvelles et des photos ont été envoyés aux parrains en retour. Possibilité de créer des liens réels entre les familles françaises et les enfants parrainés pour ceux qui le souhaitent.

▪ **Soutien à la cantine scolaire de TITAO**

Poursuite du soutien à la cantine scolaire mise en place par l'association CRI DE COEUR en 2006 pour les collégiens et lycéens les plus démunis. Ces derniers viennent de loin pour étudier dans des conditions extrêmement difficiles.

En 2009, l'ASED avait financé un réfectoire en dur relié à l'électricité. En 2010, nous avons continué à soutenir cette cantine par l'achat de vivres et l'envoi de fournitures et de manuels scolaires pour les collégiens.

Et c'est avec joie que nous avons appris que sur les 6 élèves de terminale bénéficiant d'une aide à la cantine, 5 ont réussi avec succès l'épreuve du baccalauréat. Une belle récompense pour ces jeunes adultes méritants et un gage de motivation pour les candidats à venir.

En Décembre 2009, l'ASED s'était engagée à soutenir les futurs bacheliers pour leurs études supérieures. Il reste maintenant à trouver le financement...

▪ **Plantations**

Un beau verger

Une première récolte de pastèques et des arbres qui ont bien poussé. Certains commencent même à donner des fruits ! Forage d'un puits par le Groupement des Artisans ruraux du Yatenga sur le terrain de notre verger, ce qui facilite grandement l'arrosage et va nous permettre de faire du maraîchage sur la moitié du terrain restée vierge.

Promotion du Moringa

Achat de pieds de Moringa, arbre aussi appelé « arbre du paradis » pour sa croissance rapide même dans le Sahel. De plus, les racines, les feuilles et les fruits sont extrêmement nutritifs. Un pied de Moringa a été planté dans les cours de chaque enfant parrainé ; à eux d'en prendre soin.

Une naissance, un arbre

Nous avons ensuite étendu la promotion de cet arbre par la mise en place du projet « Une naissance, un arbre » en partenariat avec la maternité de TITAO. Le principe étant aussi d'inciter les femmes à accoucher à l'hôpital.

Chaque arbre est une joie, chaque joie à son arbre.

Convaincu que de la plantation d'arbres dépend la survie des titaolais, nous avons planté 2 arbres symboliques au pied de l'UPA BAMISA.

▪ **Soutien divers aux enfants de TITAO**

Financement d'un repas pour les enfants suivis par l'AFEME lors de la Journée de l'Enfant Africain le 16 Juin 2010.

▪ **Bilan des activités génératrices de revenus (AGR)**

Afin de lutter contre la pauvreté, nous avons mis en place en partenariat avec l'ACC des activités génératrices de revenus (AGR) auprès des veuves et femmes démunies de TITAO. Ainsi, 50 d'entre elles ont pu bénéficier d'une somme supérieure ou égale à 15 € pour mener une activité de son choix :

- 2 femmes ont choisi le tissage,
- 10 l'élevage,
- 13 le jardinage
- et 25 le petit commerce.

1 000 € ont été investis dans ces activités. La durée du prêt est de 6 mois. Les sommes ont permis le financement d'autres activités.

Bilan positif pour les femmes ayant bénéficié des AGR. La plupart désire acheter un agneau pour le revendre une fois engrassé.

▪ **Soutien à l'ACC**

Soutien à notre partenaire local, l'Association CRI DE COEUR, par l'envoi d'argent pour l'essence, pour les photos de suivi du chantier BAMISA, etc.

Structuration de notre partenariat avec l'envoi régulier de devis et de factures pour le projet BAMISA. Indemnités pour le travail de secrétariat effectué par Zenabo YANOOGO.

▪ **Hôpital pédiatrique Charles de Gaulle**

Envoi de quelques cartons de jouets et de livres pour les enfants hospitalisés et pour la bibliothèque médicale.

➤ **LES ACTIONS RÉALISÉES EN FRANCE EN 2010**

▪ **Organisation interne**

- Des réunions de bureau régulières avec à chaque fois un bilan des activités depuis la réunion précédente, un point sur les adhésions et le parrainage, le suivi des projets en cours ou à monter, un point financier avec les rentrées et les dépenses au jour de la réunion ;
- Saisie informatique de la comptabilité sur le logiciel comptable Quadra Compta ;
- Un nouveau site web pour l'ASED + quelques tentatives sur Facebook...

▪ **Evénements**

- Janvier 2010 : Vente de cartes de vœux & envoi des vœux à tous les adhérents
- Février 2010 : Remise de l'appel à projet de la Région Haute-Normandie
- Mars 2010 : AG 2010 à la Mairie Annexe de Bois-Guillaume
Réunion Commission parrainage
TITAO enfin connecté à Internet !

- Avril 2010 : Opération sandwich à l'école Saint-André (Mont-Saint-Aignan) => Article dans Paris-Normandie
Adhésion APPB
- Mai 2010 : Réunion bureau APPB
- Juin 2010 : 1er versement de la subvention de la Région Haute-Normandie (4000 €).

Présentation du projet BAMISA le 24 devant les stagiaires en préparation en pharmacie de l'IFA Marcel Sauvage afin de les sensibiliser aux problèmes de la malnutrition et à l'intérêt de l'amylase et de la confection de bouillies à base de céréales locales pour y remédier.

Demande de subvention auprès de la Fondation Occitane (dossier non retenu)
Remise de l'appel à projet du Département de la Seine-Maritime
- Août 2010 : Zoé et Rémi, 2 étudiants sont envoyés en mission au BF par l'APPB pour visiter toutes les UPA BAMISA dont TITAO.
- Aide précieuse pour le lancement du projet.
- Septembre 2010 : Envoi d'une newsletter à nos adhérents et sympathisants
Réunion de bureau (le 24)
- Octobre 2010 : Projection du documentaire « Expérience Africaine » à l'Espace Guillaume le Conquérant le jeudi 14 octobre à 20h dans le cadre du 16^e Festival Regards sur le Cinéma du Monde qui a eu lieu à Rouen du 8 au 16 Octobre
Julie sur RCF
Décès de la marraine de l'ASED, Djata ILEBOU le 21
- Novembre.2010 : Bureau ASED le 5 - Démission de François Fouquet
Forum des associations organisé à la Halle aux Toiles par le CODASI (collectif des associations de solidarité internationale) le samedi 13.
Présentation du projet BAMISA devant les stagiaires de l'IFA Marcel Sauvage les 15 et 16.
- Décembre 2010 : Participation au FORIM à la Halle aux Toiles le samedi 4
Envoi par mail de l'invitation à l'inauguration de l'UPA Bamisa
Inauguration de l'UPA Bamisa de TITAO le 9 et participation aux fêtes du Cinquantenaire de l'indépendance du pays le 11

▪ **Un voyage au BURKINA FASO du 7 au 18 Décembre 2010**

Le voyage annuel de l'ASED au BURKINA FASO s'est déroulé du 7 au 18 Décembre 2010 avec un séjour de 4 jours à TITAO du 8 au 12 Décembre.

L'objectif de ce voyage était d'une part l'inauguration de l'UPA BAMISA et d'autre part le suivi des projets de l'ASED à TITAO. Ce fut aussi l'occasion de participer aux festivités liées au Cinquantenaire de l'indépendance du BURKINA FASO qui ont eu lieu le 11 Décembre.

S'il était court en temps, ce voyage était important car, pour la première fois, des membres de l'ASED se sont déplacés aux côtés de Julie FOUQUET à TITAO, à savoir Perrine ROUSSELET qui parraine depuis 2 ans une petite fille, ainsi que Philippe COSTANZA et Karim DERROUAZ sans qui l'UPA BAMISA de TITAO n'aurait pu voir le jour si rapidement.

Ce voyage a coïncidé avec un voyage d'étude de Julie pour le compte de la CCI de ROUEN avec une mission professionnelle d'une semaine sur OUAGADOUGOU.

Une visite à KOMBISSIRI a également eu lieu suite à une demande d'aide reçue par courrier précédemment.

Voir compte-rendu du voyage de Julie Fouquet envoyé par mail à tous nos adhérents et disponible sur le site web de l'ASED.

▪ Remerciements

Tous ces projets ont pu voir le jour grâce aux soutiens de nos adhérents, des parrains et de généreux donateurs.

On soulignera cette année l'octroi de nos premières subventions publiques conséquentes, avec 8 000 € de la Région Haute-Normandie et 5 000 € du Département de la Seine-Maritime, ainsi que le soutien des entreprises :

Agence AXA FOUQUET-RIQUIER, CRÉDIT AGRICOLE de BOIS-GUILLAUME, MANUFACTURE SAS, MW CONSEIL, NORMANDOC, HIER EST DEMAIN, sans oublier la Mairie de BOIS-GUILLAUME pour le prêt de salles.

Vote du rapport moral : le rapport moral est approuvé par vote à main levée, à l'unanimité des adhérents présents ou représentés

BILAN FINANCIER 2010

Le rapport financier est présenté par Samuel NEUFVILLE, Trésorier de l'ASED.

Dépenses 2010

Projet BAMISA	19 774,38
Parrainage enfants	4 588
Soutien cantine scolaire	858,50
Frais bancaires (Western Union)	882,44
Voyage et déplacement	802,36
Assurance	406,23
Soutien ACC et AFEME	313
Plantation arbres	200
Frais de fonctionnement	181,71
Cotisation (APPB + CODASI)	40
TOTAL	28 251,46 €

Recettes 2010

Adhésions	2 930
Dons	12 586,95
Parrainage	4 960
Subvention Région HN	4 000
Vente diverse (cartes de vœux)	375
Produits exceptionnels (Cotisations 2008 non encaissées)	80
TOTAL	24 931,95 €

RESULTAT 2010 : **24 931,95 - 28 251,46 = - 3 319,51 €**

Avance de trésorerie

APPB	1 000
Michel WARTER	1 500
Julie FOUQUET	1 500
Total	4 000 €

Solde de banque au 31/12/2010 :	1 152,27 €
Caisse :	10,52 €

Rapport du Trésorier

Le résultat 2010 est déficitaire de 3 319 €. Il a été couvert par une avance de trésorerie de 4 000 € en attendant les 9 000 € de subventions accordées mais non encore versées.

Au 31/12/2010, nous étions en attente de 2 subventions pour le projet BAMISA pour lequel nous avons dépensé 19 774 €: 4 000 € de la Région Haute-Normandie (2nd versement) et 5 000 € du Département de la Seine-Maritime (CG 76). Si ces 2 subventions avaient été versées au 31/12/2010, le résultat aurait été bénéficiaire, malgré les 3 500 € de charges estimées pour clôturer ce projet.

Pour information, la 1^{ère} partie de la subvention du CG76, soit 2 500 € a été touchée le 10 Février 2011 et le solde des 2 subventions (4000 € + 2 500 €) sera versé à la fin du projet, soit au lancement de la production de la farine.

Le projet BAMISA a pu voir le jour grâce aux dons importants qui ont été fait pour ce projet spécifique et grâce à des avances de trésorerie (4 000 €). Dès le versement de ces subventions, les sommes empruntées seront remboursées sans intérêt.

Approbation des comptes 2010 : le rapport financier est approuvé par vote à main levée, à l'unanimité des adhérents présents ou représentés

PRÉSENTATION DES PROJETS 2011

➤ PROJETS AU BURKINA FASO

- Lancement de l'unité BAMISA en 2011 avec la fabrication et la vente de la farine au plus vite. Il reste encore à acheter le moulin et tout le matériel nécessaire. Soutien à l'achat de farine pour les familles les plus démunies. Forage éventuellement d'un puits sur le terrain afin d'avoir de l'eau à proximité.
- Poursuite du parrainage à TITAO avec un suivi accru des enfants parrainés et l'élaboration d'une charte du parrainage fixant les rôles de chaque intervenant : ASED, ACC, parrains, tuteurs.
- Soutien à la cantine scolaire par l'achat de vivres, le parrainage de repas et la recherche de mécènes notamment dans le secteur de la restauration. La construction d'un bâtiment pour stocker les vivres et le matériel (projet de banque de céréales solidaires ?)
- Soutien aux études supérieures pour les 4 bacheliers de TITAO inscrits à l'Université de OUAGADOUGOU par le biais de bourses d'études. L'objectif étant de donner aux lycéens les plus pauvres la possibilité de poursuivre des études supérieures à OUAGADOUGOU s'ils obtiennent le bac, en essayant de développer une solidarité internationale de corporation.

Mise en place d'une bourse du mérite afin d'inciter les bacheliers à poursuivre des études.

- Elargissement du projet « Une naissance, un pied de Moringa » à « chaque joie a son arbre, chaque arbre a sa joie » afin de continuer la promotion du Moringa et la lutte contre la désertification.
- Verger et maraîchage: Entretien des arbres et lancement d'activité de maraîchage sur le terrain de l'ASED (construction d'un petit local pour mettre le matériel ?)
- AGR : Soutien à des activités génératrices de revenus auprès des femmes les plus démunies

➤ PROJETS À PLUS LONG TERME

- Un pré-projet de maison d'accueil des filles-mères avec la communauté de Sœurs dominicaines de TITAO sur le terrain de l'ASED prévu pour la construction d'un orphelinat.
- Nous avons été sollicités pour la construction d'une école dans le village de NOOGO, mais les membres de l'ASED ont exprimé le souhait de ne pas se disperser et de consolider les projets en cours à TITAO

➤ ACTIONS EN FRANCE

- Commission Parrainage
- Sensibilisation à la SSI et au projet BAMISA
- Poursuite de partenariats : FORIM– APPB – IFA Marcel Sauvage – I LOVE AFRICA
- Recherches de financements...
- Réalisation d'un film sur l'artiste DJATA, feu marraine de l'ASED, au profit des orphelins ?

Quelques dates :

14 février : Concert de Victor DEME à Maromme
 3 Juillet : Journée des parrains ?
 Novembre : Voyage annuel au Burkina ouvert à tous !

BUDGET PRÉVISIONNEL 2011

Dépenses prévisionnelles

UPA BAMISA	4 000
Remboursement avance de trésorerie	4 000
Parrainage	5 400
Cantine scolaire	2 000
Banque de céréales	5 000
Soutien aux bacheliers	1 000
Voyage Burkina	1 000
Plantations arbres + maraichage	1 000
Soutien CRI DU COEUR	300
Frais bancaires	500
Assurance	400
Container	200
Frais de fonctionnement	200
TOTAL	25 000 €

Recettes prévisionnelles

Solde 2010	1 152
Adhésions 2011	3 000
Dons	6 000
Parrainage	5 400
Subventions	9 000
Evénements	48
TOTAL	25 000 €

Subventions

Les 9 000 € correspondent à 100 % de la subvention de 5 000 € du Département de la Seine-Maritime dont la moitié a été versée en Février 2011 et au solde de la subvention de la Région Haute-Normandie, soit 4 000 €

Election du nouveau bureau

François Fouquet ayant démissionné, il nous manque un Trésorier adjoint. Caroline CAMILLERAPP se propose de le remplacer.

Se présentent aux postes de :

Présidente :	Julie FOUQUET
Vice présidente :	Gaëlle DI MATTEO,
Trésorier :	Samuel NEUFVILLE
Trésorier adjoint :	Caroline CAMILLERAPP
Secrétaire :	Cécile VARIN
Secrétaire adjointe :	Sophie ROUSSELET

Election du nouveau bureau pour l'année 2011 à l'unanimité par vote à main levée, à l'unanimité des adhérents présents ou représentés.

Vente de produits artisanaux et clôture de l'assemblée autour du verre de l'amitié

MERCI A TOUS DE VOTRE PRESENCE ET DE VOTRE CONFIANCE !

Association Solidarité Enfants Défavorisés

TITAO – BURKINA FASO

72, Rue de la Tonne - 76 230 Bois-Guillaume

Tél : 09 54 48 15 14 - association.ased@free.fr - <http://association.ased.free.fr>

FORMATION A DISTANCE EN AFRIQUE

Rapport de mission au BURKINA FASO

MISE EN PLACE DU PARTENARIAT ENTRE L'IRTD (IFA MARCEL SAUVAGE, ROUEN) ET L'ISTID (INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION DOCUMENTAIRE) DE OUAGADOUGOU – BURKINA FASO

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION, CONTEXTE DU PROJET	5
1.1 HISTORIQUE ET CONTENU DU PROJET	5
1.2 PRÉSENTATION DE L'ISTID.....	5
1.3 OBJECTIFS DE LA MISSION, PROGRAMME	7
2 CONTEXTE ECONOMIQUE GLOBAL DU PROJET, MINI ETUDE DE MARCHÉ	9
2.1 DONNEES MACROECONOMIQUES GLOBALES	9
2.2 PERSPECTIVES ET EVOLUTIONS ECONOMIQUES AU BURKINA FASO.....	9
2.3 LES MÉTIERS DE L'INFORMATION EN AFRIQUE ET AU BURKINA FASO : EMERGENCE LENTE DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE	10
2.4 POSITIONNEMENT DE NOTRE FORMATION A DISTANCE DANS L'OFFRE AFRICAINE	11
<i>Recensement des formations en Afrique de l'Ouest.....</i>	<i>11</i>
<i>L'EBAD, à Dakar, Sénégal</i>	<i>12</i>
<i>Positionnement de l'ISTID au BURKINA FASO</i>	<i>12</i>
3 DEROULEMENT DE LA MISSION	13
3.1 LUNDI 13 DECEMBRE 2010.....	13
<i>Séance de travail IRTD / ISTID, dans les locaux de l'ISTID : définition de la structure finale de la Formation (matin)</i>	<i>13</i>
<i>M. Innocent CAMPAORE, Directeur Général de l'Institut Supérieur de Génie Electrique du BURKINA FASO (ISGE-BF) (après-midi).....</i>	<i>15</i>
<i>Participation à un cours d'un enseignant de l'ISTID : M. André BAKIONO - Traitement documentaire -(soirée)</i>	<i>16</i>
3.2 MARDI 14 DECEMBRE 2010	17
<i>Mme Mariam TRAORE, Responsable du Centre d'Information pour la Recherche et le Développement de l'Institut de Recherche pour le Développement - CIRD/IRD (matin)</i>	<i>17</i>
<i>Mme Maïmouna SANOKO, Directrice Général de la Bibliothèque Universitaire Centrale de OUAGADOUGOU (BUC) – Visite de la BUC et échanges avec le personnel (matin)</i>	<i>18</i>
<i>Visite de la Médiathèque du Centre Culturel Français Georges Méliès – Echanges avec le personnel (a-midi)</i>	<i>19</i>
<i>M. Félix SANON, Directeur des Services aux Entreprises et de la Coopération de la CCI du BURKINA FASO (après-midi).....</i>	<i>20</i>
3.3 MERCREDI 15 DECEMBRE 2010.....	21
<i>Présentation de la formation et du projet (après midi et soirée)</i>	<i>21</i>
3.4 JEUDI 16 DECEMBRE 2010	22
<i>M. Francis SEMPORÉ, 2IE, Directeur de la Formation Continue et à Distance (matin)</i>	<i>22</i>
<i>M. Hamidou DIALLO, Directeur Général du Centre National des Archives (CNA) – Visite du Centre - Echanges avec le personnel (après midi).....</i>	<i>23</i>
3.5 VENDREDI 17 DECEMBRE 2010	25
<i>M. Anfana TRAORE et Mme Alida Gisèle YONLI, Ministère des Postes et des TIC (matin).....</i>	<i>25</i>
<i>M. Boubakar TRAORE et M. Boubakar Axel OUEDRAOGO (matin)</i>	<i>25</i>
<i>Signature de la convention : réunion ISTID / IRTD (après midi)</i>	<i>26</i>
4 BILAN DE LA MISSION, FUTUR DU PROJET	27
4.1 BILAN GENERAL.....	27
4.2 ACTIONS À RÉALISER.....	28
<i>Côté IRTD.....</i>	<i>28</i>
<i>Côté ISTID.....</i>	<i>28</i>
<i>Tâches communes</i>	<i>29</i>
4.3 PERSPECTIVES.....	29
5 REMERCIEMENTS.....	31
6 ANNEXES	32
6.1 COORDONNÉES DES PERSONNES RENCONTRÉES	32
6.2 LISTES DES PERSONNES PRESENTES LORS DE LA PRESENTATION DU MERCREDI	34

Sur le plan technique, nous proposons un fonctionnement de la formation par « sessions ». Chaque session démarre lorsqu'un nombre suffisant d'inscrits est atteint : par exemple 15 ou 20 étudiants.

Ceci permet de garantir un certain équilibre financier. Par ailleurs le nombre des regroupements est limité à 2 (un tutorat par visioconférence permet de piloter les étudiants lors des projets de fin de formation).

Enfin, le contenu pédagogique est adapté aux besoins et objectifs africains et le temps de formation est compressé à 15 ou 18 mois par session.

Les aspects financiers ont été finalisés : le coût total de la formation est fixé à 1 246 318 FCFA (tarif unique individuel ou entreprises). La rétribution de l'ISTID est fixée à 50 € par inscription (pour chaque module).

Au niveau relationnel, le réseau déjà important de l'ISTID dans la Région allié aux nombreux contacts que nous avons pris pendant la mission permettent d'envisager des partenariats divers et variés : conseil, mutualisation d'informations et de moyens, prêt de salles, etc.

Les personnes et organismes clés sont M. Innocent CAMPAORE (ISGE-BF), Mme Mariam TRAORE (IRD-CIRD) et M. Francis SEMPORE (2iE).

Il faut également ajouter à cette liste l'équipe du Centre Culturel Français de OUAGADOUGOU, avec laquelle l'ISTID entretient déjà d'excellentes relations de travail. Il est indispensable de communiquer régulièrement avec ces personnes.

Stratégiquement, pour pérenniser la formation, il paraît important de conserver l'orientation de la formation vers les métiers émergents de l'INFODOC. Ceci permet de promouvoir la formation comme une solution nouvelle, peu représentée en Afrique et qui ne concurrence pas les formations existantes.

Par ailleurs cette option nous permet de nous positionner sur le long terme (l'Afrique s'ouvre lentement mais sûrement à ces métiers, voir chap. 2).

Les perspectives du projet sont favorables, même si certains points poseront problème. Nous devons rester raisonnablement optimistes, tout en mesurant les forces et faiblesses du projet :

- + la conjoncture économique en Afrique est favorable ; la prise de conscience de l'intérêt de la gestion de l'information émerge et certaines entreprises sont déjà très avancées, surtout chez les *Lions* (voir chap. 2). Par ailleurs, les analystes attendent le retour d'une croissance forte en Afrique et au BURKINA FASO en particulier pour 2011 ;
- + le projet est opérationnel : les aspects pratiques et financiers sont désormais finalisés ;
- + l'ISTID est bien implanté dans la Région : son réseau, ses compétences, ses moyens et son dynamisme sont bien adaptés au projet ;
- +/- le positionnement de la formation vers l'INFODOC est à double tranchant : il permet de la pérenniser en la rendant non concurrentielle et en anticipant les besoins africains mais il peut aussi freiner le financement par les entreprises, non encore suffisamment sensibilisées à ces métiers émergents ; malgré les efforts financiers réalisés, la formation reste chère pour les particuliers (tarif annuel équivalent à celui de la FAD de l'EBAD à Dakar) ;
- l'ISTID est une structure privée ; ceci peut peut-être freiner l'obtention de bourses pour les étudiants ou de ressources pour le projet (subventions d'Etat, accès à certains réseaux...). L'ingénierie du financement des étudiants est bien sûr un point clé.

1 INTRODUCTION, CONTEXTE DU PROJET

1.1 HISTORIQUE ET CONTENU DU PROJET

Ce projet de mise en place d'un partenariat entre l'IRTD et l'ISTID remonte à environ un an (Novembre 2009), à l'occasion de la rencontre fortuite de Julie Fouquet avec l'équipe de l'ISTID, lors d'un précédent voyage de cette dernière à OUAGADOUGOU (mission liée à l'ASED - Association Solidarité Enfants Défavorisés - dont Julie Fouquet est la présidente).

La proximité des compétences de l'ISTID avec celles de l'IRTD, d'une part, et la volonté des parties de développer des échanges, d'autre part, ont permis de définir un cadre de travail et la structure d'un projet de collaboration, autour de la mise en commun des ressources offertes par la FAD « Documentaliste d'entreprise & métiers de l'INFODOC » (licence professionnelle dirigée par l'IRTD).

Le projet consiste en la création de « structures relais partenaires » en Afrique, afin de développer la FAD à l'international. Ces partenaires africains assurent différentes missions depuis l'Afrique : la promotion de la formation, le recrutement des étudiants, l'accueil des étudiants pour les séances de regroupements et la formation, pour partie, durant ces regroupements.

De son côté, l'IRTD assure la gestion pédagogique globale des étudiants africains, partage ses connaissances avec les structures relais, met à dispositions certains de ses intervenants pour la formation des étudiants en séances de regroupement en Afrique. Le projet inclut notamment le développement et la mise en œuvre d'une plateforme pédagogique numérique permettant la gestion des étudiants africains et les échanges entre les différents acteurs.

Au printemps 2010, le contenu du projet nous a paru suffisant pour faire acte de candidature au Fonds Francophone des Inforoutes (FFI), dont la mission est de « favoriser l'appropriation et l'usage des technologies par la création de contenus et d'applications numériques francophones ». La réalisation du dossier pour le FFI marque une étape importante ; elle nous a permis de structurer techniquement et financièrement le projet et d'acter une première collaboration effective avec l'ISTID.

Ce dossier n'a finalement pas été retenu par le FFI pour des raisons financières pratiques : mauvaise évaluation des fonds demandés au FFI, essentiellement, et absence de renseignement de la provenance des « fonds IFA », secondairement. Aucune critique liée aux aspects techniques ou aux objectifs n'a par ailleurs été formulée.

C'est dans ce contexte que nous avons décidé de continuer, à la rentrée 2010, en proposant à l'IFA un déplacement à OUAGADOUGOU, afin de rendre le projet opérationnel. Cette demande a été acceptée et la mission au BURKINA FASO, menée par Julie FOUQUET et Eric CASTANO, tous deux intervenant activement au sein de cette formation, a été fixée du 12 au 18 décembre 2010.

1.2 PRÉSENTATION DE L'ISTID

L'ISTID est un établissement d'Enseignement Supérieur Privé et agréé par l'Etat burkinabè ; il dépend du Ministère des Enseignements Secondaires, Supérieurs et de la Recherche Scientifique. Il a ouvert ses portes à la rentrée académique 2005-2006 avec pour objectifs de contribuer à promouvoir et à valoriser le métier de professionnel de l'information documentaire et de faciliter l'accès à la formation professionnelle des archivistes, documentalistes et bibliothécaires par la mise à disposition d'une offre de formations diplômantes de proximité.

- *Formations et diplômes*

L'offre de formation est structurée autour de 2 cycles :

- Un cycle secondaire qui forme des Techniciens de l'Information Documentaire.
Niveau de recrutement : titulaires du BEPC et diplômes équivalents, formation sanctionnée par un Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) ;

- Un cycle supérieur qui forme des Techniciens Supérieurs de l'Information Documentaire: recrute les titulaires du BAC et diplômés équivalents, formation sanctionnée par un diplôme d'état : BTS, option Archives & BTS, option Bibliothèques – Documentation.
- Il est à noter que l'ISTID a été autorisé par le Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique à ouvrir, à compter de la rentrée 2010, une Licence. Cette Licence en « présentielle » forme en un an aux techniques documentaires «classiques ». Elle s'adresse en particulier aux étudiants n'ayant pas les moyens financiers de suivre la formation à distance proposée par le partenariat IRTD/ISTID.

▪ *Durée et modalités de la formation, nombre de stagiaires formés*

- La durée de la formation est de 2 ans pour le CAP et le BTS et d'une année pour la licence à partir du BTS, du DUT ou du DEUG 2.
- Les enseignements sont dispensés en cours du jour et en cours du soir pour les personnes en situation professionnelle.
A ce jour, l'ISTID a formé, à la demande d'institutions publiques et privées et de particuliers, plus d'une cinquantaine d'archivistes et de bibliothécaires-documentalistes.
- Les cours sont assurés à la fois par l'équipe de l'ISTID, en particulier par Thérèse HIEN et Djibrilou TAMBOURA, et par des professionnels en poste que nous avons rencontrés pour la plupart lors de nos visites.

▪ *Coût des formations et financement de l'ISTID*

Les frais de formation sont payés par les stagiaires ou par les entreprises qui les accueillent :

• BEPC :	435 000 FCFA	=	665 €(stagiaire) ou 485 000 FCFA =	740 €(entreprise) ;
• BTS :	765 000 FCFA	=	1 165 €(stagiaire) ou 865 000 FCFA =	1 320 €(entreprise) ;
• Licence :	600 000 FCFA	=	915 €(stagiaire) ou 700 000 FCFA =	1 070 €(entreprise).

Le financement de l'ISTID se fait entièrement par les inscriptions des étudiants. Seuls Djibrilou TAMBOURA (en disponibilité de l'Etat) et Maxime NIKIEMA sont rémunérés par l'ISTID. Thérèse HIEN et Jacques NANEMA sont fonctionnaires de l'Etat, payés par ce dernier.

▪ *Partenaires*

Les partenariats de l'ISTID sont les grandes institutions documentaires du BURKINA FASO qui acceptent de recevoir des étudiants pour les stages pratiques telles que :

La Bibliothèque Universitaire Centrale de OUAGADOUGOU ; le Centre National des Archives ; la Bibliothèque Nationale du Burkina, l'Assemblée Nationale, le Centre Culturel Français Georges Méliès (CCF), le Centre d'Information sur la Recherche et le Développement (CIRD), l'Institut International d'Ingénierie pour l'Eau et l'Environnement (2iE), le Centre de Recherche Scientifique et Technologique, les Centres de Documentation des grandes entreprises du BURKINA FASO.

L'équipe de l'ISTID est composée comme suit :

- Directrice générale et fondatrice : **Thérèse HIEN / SAWADOGO** (DESS Unesco d'Information Spécialisée), 12 B.P. 180 OUAGADOUGOU 12, Tel. 50305165 / 76688483, hien_therese@yahoo.fr.
- Directeur des Etudes et des Formations Continues : **Djibrilou TAMBOURA** (Master en Technologie Documentaire), Tel. 00 226 50482098 (fixe) / 00 226 76623720 (mobile), tdjibrilou@gmail.com.

- Directeur pédagogique et Scientifique : **Jacques NANEMA**, Maître de conférence à l'Université de OUAGADOUGOU (Département Philosophie/ Psychologie),
Tel. 00 226 50364470 (fixe) / 00 226 70203121 (Mobile), jacquesnanema@yahoo.fr.
- Surveillant général : **Maxime NIKIEMA**, Tél. 00 226 50305165 (fixe) / 00 226 76401620 (mobile).
- Directeur financier et comptable : **Sansan Florent HIEN**, Tél. 00 226 50305165 (fixe) / 00 226 78466642 (Mobile).

Contacts

ISTID, 12 BP 180, OUAGADOUGOU 12, BURKINA FASO
Tél : 00 226 50305165 ; E-mail : Istid.burkina@hotmail.com

1.3 OBJECTIFS DE LA MISSION, PROGRAMME

La mission revêt en fait deux objectifs génériques. Le premier est l'évaluation de la faisabilité réelle du projet grâce à une observation sur site des moyens en RH, en matériels et en puissance réseau. Le second, découlant du premier, est la mise en œuvre pratique et opérationnelle du projet grâce à une relation de proximité entre les différentes parties.

Ces objectifs génériques sont accompagnés d'attentes plus précises :

- échanges directs entre les différentes parties, établissement d'un « relationnel » ;
- rencontre des partenaires potentiels à OUAGADOUGOU (écoles, instituts spécialisés, CCI, Ministères) ;
- mise en place d'une structure définitive du projet, d'un programme et d'un calendrier de travail ;
- réception du matériel envoyé par l'IFA Marcel Sauvage, à savoir : 5 PC et de nombreux ouvrages et revues en Sciences de l'information ;
- test de la plateforme collaborative développée par l'IFA (via Christophe BECHELLAOU) ;
- signature de la convention de partenariat entre l'IFA et l'ISTID.

La mission démarre le dimanche 12 décembre au soir et se poursuit jusqu'au samedi 18 Décembre au soir. Le programme de la mission a été imaginé et organisé par l'ISTID, voir ci-dessous.

PROGRAMME DE SÉJOUR DE JULIE FOUQUET ET ERIC CASTANO À L'ISTID, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

Lundi 13 Décembre 2010

- | | |
|-------------------|--|
| 10 h - 12 h : | Séance de travail avec la délégation de l'IRTD dans les locaux de l'ISTID |
| 12 h - 13 h : | Pause-déjeuner |
| 15 30 - 16 h 30 : | Audience avec le Directeur Général de l'Institut Supérieur de Génie Electrique du BURKINA FASO (ISGE-BF) |
| 18 h - 20 h : | Participation de la délégation à un cours d'un enseignant de l'ISTID (M. André BAKIONO) |

Mardi 14 décembre 2010

- 8 h - 9 h 30: Rencontre avec Mme Mariam TRAORE, Responsable du Centre d'Information pour la Recherche et le Développement de l'Institut de Recherche pour le Développement (CIRD/IRD) – Visite du CIRD et échanges avec le personnel – Test de la Plateforme de l'IRTD
- 10 h - 11 h : Audience avec Mme Maïmouna SANOKO, Directrice Générale de la Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC) – Visite de la BUC et échanges avec le personnel
- 11 h - 12 h : Audience avec M. Félix SANON, Directeur des Services aux Entreprises et de la Coopération de la Chambre de Commerce et d'Industrie du BURKINA FASO (CCI-BF)
- 12 h - 13 h : Pause-déjeuner
- 15 h 30 - 17 h 30 : Visite de la Médiathèque du Centre Culturel Français Georges Méliès – Echanges avec le personnel

Mercredi 15 décembre 2010

- 8 h - 12 h : Visite du Musée de Manega (à 75 km de OUAGADOUGOU)
- 12 h - 13 h : Pause-déjeuner
- 15 h – 17 h : Audience avec le Directeur Général du Centre National des Archives – Visite du Centre - Echanges avec le personnel
- 18 h - 20 h : Rencontre dans les locaux de l'ISTID avec les enseignants et les étudiants, les membres de l'Association des Anciens Etudiants de l'ISTID (AFRIQU'AMITIESE-ISTID), les membres de l'Association Burkinabè des Gestionnaires de l'Information Documentaire (ABGID)

Jeudi 16 décembre 2010

- 9 h - 10 h : Audience dans les locaux de la CCI-BF avec Anfana TRAORE et Mme YONLI Alida Gisèle, respectivement Directeur de la Réglementation, de la Normalisation et de la Dématérialisation des Procédures et Chef de Service de la Sensibilisation et de la Vulgarisation des TIC.
- 10 h 15 - 10 h 50 : Audience avec M. Boubacar TRAORE, Responsable du Service de l'Intelligence Economique à la CCI-BF
- 11 h - 12 h : Rencontre avec M. Boubacar OUEDRAOGO, Directeur de l'Information et de la Communication de la Maison de l'Entreprise du BURKINA FASO – Visite du Centre d'Information et de la Documentation Economique (CIDE), structure commune de la CCI-BF et de la MEBF
- 20 h – 22 h : Offre de pot à la délégation de l'IRTD au Jardin de l'Amitié OUAGADOUGOU Loudun

Vendredi 17 décembre 2010

- 11 h - 12 h : Signature de la Convention de partenariat IRTD/ISTID dans les locaux de l'ISTID

Samedi 18 décembre 2010

- 15 h – 17 h : Bilan de la mission de la Délégation au BURKINA FASO
Retour de la délégation en France

2 CONTEXTE ECONOMIQUE GLOBAL DU PROJET, MINI ETUDE DE MARCHE

2.1 DONNEES MACROECONOMIQUES GLOBALES

Les perspectives économiques mondiales restent relativement moroses. Dans son rapport de Septembre dernier, le FMI table pour 2010 sur une croissance de l'ordre de 2,3% dans la zone Euro et de 1,5% au Japon, ces pays représentant la plus faible croissance mondiale.

A l'opposé, les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) possèdent la meilleure estimation : presque 10% de croissance.

L'Afrique se situe dans des perspectives intermédiaires, aux alentours de 5,5% de croissance pour 2010 (en 2009, la crise a fait « plonger » le taux de croissance de l'Afrique à 2,6%). Les prévisions pour 2011 sont elles aussi encourageantes.

Cette perspective prometteuse de croissance de l'Afrique revêt en fait des disparités importantes ; certains pays s'imposent beaucoup plus rapidement que les autres ; les analystes les appellent les « Lions africains » (par opposition aux « Dragons asiatiques »). Il s'agit de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Botswana, de l'Egypte, du Nigéria, de la Lybie, du Maroc et de la Tunisie. Ces pays, « champions » de l'Afrique, croissent à une vitesse équivalente à celle des BRIC ; en Afrique, les Lions représentent 70% du PIB du continent.

Selon une étude récente du cabinet américain BCG (Boston Consulting Group), cette expansion économique africaine est essentiellement l'œuvre d'une quarantaine d'entreprises, pour la plupart dépendant des Lions.

Ces entreprises affichent au moins 500 millions de dollars de chiffre d'affaires en même temps qu'une forte croissance de leur activité (environ 25%). Elles se situent dans les secteurs financiers, dans l'énergie et les matières premières, dans les télécoms et les TIC et dans les biens de consommation, notamment (voir ci-contre *La radiographie des 40 challengeurs africains*, Cabinet BCG, juin 2010).

2.2 PERSPECTIVES ET EVOLUTIONS ECONOMIQUES AU BURKINA FASO

En 2009, en pleine période de crise, le taux de croissance au BURKINA FASO s'est tout de même établi à 3,5% (contre 5% en 2008).

Parallèlement, le BURKINA FASO tire actuellement profit de ses ressources en or. En octobre dernier, a été inaugurée à ESSAKANE (située à environ 300 km au nord-est de OUAGADOUGOU) la plus grande mine d'or du pays.

Propriété du canadien IAMGOLD - qui détient 90% des parts, contre 10% pour l'état burkinabè - cette mine possède une ressource estimée à 120 tonnes d'or, représentant une durée de vie d'au moins 12 ans, plus de 1 300 emplois directs et un gain pour l'état avoisinant les 240 milliards de FCFA par an.

Au niveau industriel, le BURKINA FASO tire profit de la bonne santé de quelques entreprises poids lourds (4 d'entre elles appartiennent au palmarès des 500 plus importantes sociétés africaines) et de plusieurs secteurs industriels en forte progression : l'énergie, la pétrochimie, les télécommunications, la téléphonie, le coton et les biens de consommation (voir ci-dessus le tableau récapitulatif des 20 plus grandes entreprises burkinabè, source : BURKINA FASO : quelques embellies, magazine Jeune Afrique, hors série n°26, édition 2011).

Les bons résultats de ces entreprises burkinabè leaders, d'une part, et le fort développement des secteurs industriels associés, d'autre part, laissent espérer une réorientation fortement à la hausse de la croissance du BURKINA FASO pour 2011.

2.3 LES MÉTIERS DE L'INFORMATION EN AFRIQUE ET AU BURKINA FASO : EMERGENCE LENTE DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE (IE)

L'émergence des métiers de l'INFODOC se fait en Afrique via l'implantation des concepts d'Intelligence économique.

Comme en Europe il y a une vingtaine d'années, l'IE joue ainsi un rôle de pivot entre les métiers documentaires traditionnels et les métiers émergents de l'INFODOC (dont IE, mais aussi : Gestion des connaissances, GED et Records management). Inutile de se réjouir trop vite : l'implantation est lente (elle démarre tout juste) et elle est pour l'instant limitée aux Lions, toujours eux, et plus particulièrement à l'Afrique du Sud et à certains pays du Maghreb : Algérie et Maroc notamment.

Dans ces pays, l'implantation de l'IE est classique et ressemble à ce qu'elle a été en France dans les années 90. Plusieurs écoles cohabitent et les solutions sont multiformes : les entreprises africaines hésitent actuellement entre internalisation et externalisation ; entre concepts méthodologiques et logiciels de veille à tout faire et les budgets alloués à ces opérations sont très hétérogènes...

Les pays africains en plus faible développement (la majorité des pays africains : tout le continent sauf les Lions) sont eux toujours très tournés vers les techniques documentaires traditionnelles. Les aspects liés aux archives et aux bibliothèques sont mêmes dominants, mais ces pays évaluent tout de même l'apport de l'IE sans posséder encore d'expérience vraiment significative dans le domaine.

C'est le cas du BURKINA FASO où l'IE a bénéficié d'une aide d'1 million d'euros, aide pilotée et gérée par le Réseau de Veille des CCI du BURKINA FASO (voir le compte rendu de l'entretien avec Félix SANON, CCI-BF). Dans ce pays, les besoins des entreprises en IE et en produits de Veille (veilles concurrentielles, veilles marché, notamment) sont évidents et profonds.

Pour toutes ces raisons, il nous paraît important de bien suivre notre axe de départ et de conserver une part importante du contenu pédagogique de la formation autour de ces métiers émergents, qui vont se développer dans les années à venir en Afrique.

Ce positionnement, même s'il risque de freiner le recrutement dans un premier temps, car le niveau de sensibilisation des entreprises est encore faible, nous permet également de promouvoir la formation comme une solution nouvelle, non encore existante en Afrique et qui ne concurrence pas les formations et les ressources humaines existantes.

Voir pour info les documents suivants :

- Le portail de la Veille en Afrique : *Veille et Intelligence Economique en Afrique* : <http://www.ieafrique.com/> ;
- *Le continent africain prend son tour de veille* / Shafika HOUCINE, magazine *Jeune Afrique*, hors série n° 26, édition 2011 ;
- *Atelier national de formation en Intelligence Economique au Bénin* (14-15 avril 2010) : objectifs et attentes nationales, voir la vidéo de m. Espoir Dossah, directeur d'Increase Consulting, Cabinet de Conseil en Communication, Marketing, Stratégie et Intelligence Economique.

2.4 POSITIONNEMENT DE NOTRE FORMATION A DISTANCE DANS L'OFFRE AFRICAINE

Recensement des formations en Afrique de l'Ouest

Des établissements, à l'instar de l'ISTID, offrent des formations diplômantes aux métiers des sciences de l'information documentaire. Les principaux organismes sont les suivants :

- Au SÉNÉGAL : FAD à l'EBAD, leader dans l'Afrique de l'ouest,
- Au BURKINA : en projet une filière DUT, dépendant de l'Université de Koudougou : « Archives, Bibliothèques, Documentation »,
- Au BÉNIN : CEFOCI : Centre de Formation aux Carrières de l'Information (CEFOCI) http://www.adadb.bj.refer.org/spip.php?article_27,

- Au NIGER : Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication (IFTIC) à NIAMEY : Science de l'information documentaire (Archives, Bibliothèques, Documentation),
- Au MALI : filière des métiers du patrimoine (documentaliste, archiviste, muséologue, archéologue...), dépendant de l'Université de Bamako,
- En CÔTE D'IVOIRE : Ecole de Formation à l'Action Culturelle (EFAC) dépendant de l'INSAFRIQU'AMITIESC. Elle assure la formation des cadres techniques de l'action culturelle (bibliothèques, musées, ...).

L'EBAD, à DAKAR, SÉNÉGAL

Parmi les organismes signalés précédemment, l'EBAD est le plus important en Afrique de l'Ouest. C'est un institut de l'Université Cheikh ANTA DIOP de Dakar qui se consacre aux activités d'enseignement et de recherche dans le domaine des sciences de l'information documentaire.

L'Institut a pour mission de former et de perfectionner les personnels techniques de gestion et d'administration des services d'informations documentaire des pays d'Afrique d'expression française et de promouvoir / développer la recherche appliquée dans le domaine des Sciences de l'Information et de la Communication.

L'EBAD possède deux cycles d'enseignement :

- Le premier cycle forme des cadres moyens chargés des tâches techniques dans les unités documentaires.
Le niveau de recrutement est le Baccalauréat et la durée de deux ans. Ce premier cycle comprend aujourd'hui trois sections : la section Bibliothèque créée en 1969; la section Archives créée en 1971 et la section Documentation créée en 1971.
- Le 2nd cycle existe en « présentiel » ou à distance. Il est articulé comme le premier cycle en sections et la durée des études est de deux ans. Le niveau de recrutement est la licence ou un diplôme du premier cycle de l'EBAD avec trois années d'expériences professionnelles. Depuis 2000 il est possible de mener le second cycle à distance via certaines ressources Internet.

Outre ces formations classiques, L'EBAD forme aussi des e-archivistes en 6 mois et le niveau de recrutement est la maîtrise.

Toutes les infos sur l'EBAD sur le site : <http://www.ebad.ucad.sn/>

Positionnement de l'ISTID au BURKINA FASO

Au BURKINA FASO, l'ISTID est actuellement le seul institut spécialisé en formation dans le secteur des techniques documentaires (seul un projet de une filière DUT existe, dépendant de l'Université de KOUDOUGOU : « Archives, Bibliothèques, Documentation », il sera intéressant de suivre l'évolution de cette nouvelle offre à une centaine de kilomètres de OUAGADOUGOU).

3 DEROULEMENT DE LA MISSION

3.1 LUNDI 13 DECEMBRE 2010

Séance de travail IRTD / ISTID, dans les locaux de l'ISTID : définition de la structure finale de la formation (matin)

Lors de cette première réunion de travail, nous avons finalisé les points clés suivants :

1. Les rôles des partenaires dans cette formation tripartite sont les suivants :
 - l'ISTID : promotion de la formation, information du public, recrutement des étudiants, hébergement des regroupements
 - l'IRTD : production pédagogique, administration des étudiants
 - CNAM : validation du diplôme.

2. La formation fonctionne par « sessions » : une session nouvelle est lancée pour chaque groupe de 15 ou 20 inscrits minimum validés ; lors du lancement de la formation, la présentation du fonctionnement de la FAD et du staff est assurée par l'ISTID.
3. La durée de la formation est fixée à 15 mois ; elle comporte 6 modules, 2 regroupements sur le site de l'ISTID, un regroupement par visioconférence et un stage de 12 semaines pouvant être exécuté en continu (tout au long de l'année), ainsi qu'une séance de soutenance au terme de la formation.
4. Le regroupement A traite des aspects suivants : Web, langages documentaires et indexation. Il a lieu à la fin du M3. Le regroupement B traite des aspects suivants : création de sites Web, interrogation des banques de données, lancement des projets de fin de formation. Il a lieu à la fin du M5. Un 3ème regroupement a lieu par visioconférence pendant le dernier module. Les entretiens sont alors individuels, l'objectif est la conduite, le tutorat, ou la finalisation des projets.

A chaque démarrage d'une session de formation, les étudiants reçoivent un code d'accès à la plateforme collaborative de l'IFA, leur permettant d'accéder aux cours, d'envoyer leurs devoirs ou encore, plus globalement, de communiquer avec le staff technique. Dans un premier temps, les cours pourront être distribués sur CD-Rom si les problèmes de connexion persistaient ou pour les stagiaires ayant difficilement accès à Internet.

5. Au niveau financier, les coûts définitifs de la formation sont présentés dans le tableau suivant (tarifs valables en individuel ou en financé par l'employeur). La rétribution de l'ISTID est fixée à 50 euros/inscription.

Module	Prix en €	Prix en FCFA
Module 1	275	180 388.18
Module 2	325	213 186.03
Module 3	375	245 983.88
Module 4	275	180 388.18
Module 5	325	213 186.03
Module 6	325	213 186.03
TOTAL	1 900	1 246 318.30

En tout début d'après midi, nous avons récupéré le matériel envoyé par l'IFA Marcel Sauvage (5 PC et de nombreux ouvrages et revues en Sciences de l'information). Nous l'avons rapporté sur le site de l'ISTID. Le matériel a été installé mercredi ; il est actuellement en service.

M. Innocent CAMPAORE, Directeur Général de l'Institut Supérieur de Génie Electrique du BURKINA FASO (ISGEBF) (après midi)

L'Institut Supérieur de Génie Electrique du BURKINA FASO (ISGE-BF) est né de la collaboration entre la CCI-BF et la CCI de Rouen, et bénéficie de l'assistance technique de l'ESIGELEC de Rouen.

L'ISGE-BF a ouvert ses portes en 2003. L'ISGE-BF est structuré en association à but non lucratif dont les membres sont les représentants de 18 entreprises fondatrices. L'Etat est intervenu dans le montage de l'ISGEBF à hauteur de 3 millions de FCFA.

Les filières de formation existantes à l'ISGE-BF sont : la maintenance industrielle, les réseaux et télécommunications ainsi que l'électricité industrielle.

L'ISGE-BF diplôme au niveau Technicien Supérieur (DTS - niveau BAC + 2), et s'adresse aux bacheliers de séries technique et scientifique : C, D, E, F2, F3.

Depuis 2006, une licence a été ouverte.

Les prix des formations sont les suivantes :

BTS : 600 000 FCFA (BTS, 2 ans)

et 800 000 FCFA (licence, 3 ans).

Parallèlement à la formation initiale, la formation continue diplômante est assurée en cours du soir. Des passerelles négociées permettent aux meilleurs éléments de l'ISGE-BF de poursuivre leurs études au niveau ingénieur de conception à l'ESIGELEC de Rouen en France, à l'ENI de Bamako au Mali ou à la Haute-Ecole de Mons en Belgique.

L'appui de la Coopération Française a permis l'acquisition d'un matériel technologique de pointe indispensable à la formation technique de ce niveau.

280 étudiants suivent actuellement les formations de l'ISGE-BF (180 en formation initiale, 100 en formation continue).

Points à retenir :

L'ISGE-BF s'appuie sur la réalisation de contrats simples, pour la formation continue, engageant l'ISGE-BF et l'employeur. Il n'existe pas au BURKINA FASO de « contrats d'apprentissage », ni de contrats aidés d'une façon générale.

Parmi les 180 étudiants suivant la formation initiale, 120 sont financés directement par leurs parents (sans bourse). Il n'est donc pas déraisonnable de penser que ce mode de financement peut représenter également une part significative dans notre projet de FAD.

L'ISGE-BF réfléchit actuellement à la mise en place d'une formation à distance pour dispenser certaines de ses formations. L'apport d'une salle de visioconférence et la mise en place d'un accès internet haut débit sont envisagés.

L'institut entre également dans une phase de gestion de sa ressource informationnelle. Dans un 1^{er} temps est envisagée la création d'une bibliothèque.

Dans un 2^{ème} temps, l'aménagement d'une cellule documentaire sera entrepris, cellule qui pourra proposer ses services non seulement aux étudiants de l'ISGE, mais aussi aux 17 entreprises fondatrices de cette école.

Opportunités pour le projet :

Le très bon contact que nous avons eu avec M. Innocent CAMPAORE, d'une part, la qualité de l'Institut et de ses formations, d'autre part, ainsi que les liens étroits existants entre cet institut et la CCI de Rouen, enfin, nous laissent à penser que l'ISGE-BF peut devenir un interlocuteur privilégié dans différents domaines : techniques de promotion, recrutement, établissement de contrats avec les employeurs, notamment.

Il sera utile d'échanger régulièrement sur ces points avec M. CAMPAORE ou ses collaborateurs.

Le projet de mise en place d'une formation à distance et des moyens associés représente une opportunité particulière : possibilité de mutualisation d'information et/ou de moyens (prêt de salle de visioconférence par exemple).

L'institut aura besoin rapidement de ressources humaines pour la gestion de sa ressource informationnelle : création d'une bibliothèque et/ou d'une cellule documentaire. Les étudiants de notre FAD pourraient représenter un potentiel pour ce projet (stages, emplois).

Participation à un cours d'un enseignant de l'ISTID : M. André BAKIONO - Traitement documentaire - (soirée)

La participation à un cours a permis d'évaluer le rythme et le contenu des cours dispensés au sein de l'ISTID : ici un cours sur le catalogage.

3.2 MARDI 14 DECEMBRE 2010

Mme Mariam TRAORE, Responsable du Centre d'Information pour la Recherche et le Développement de l'Institut de Recherche pour le Développement - CIRDI/IRD (matin)

L'IRD est un établissement public français placé sous la double tutelle des ministères chargés de la Recherche et de la Coopération. Il conduit depuis plus de 60 ans des activités de recherche, de valorisation et de formation en Afrique, en Méditerranée, en Amérique latine, en Asie et dans l'outremer tropical français (étude des milieux et de l'environnement, de la gestion durable des ressources vivantes, du développement des sociétés et de la santé en étroite collaboration avec les partenaires des pays du Sud).

L'IRD de OUAGADOUGOU a été créé en 1968, c'est le plus important centre IRD. Au BURKINA FASO, les principales thématiques de recherches menées par des équipes en affectation de longue durée concernent le paludisme, la nutrition, les sciences du sol, les migrations régionales, la géographie et l'anthropologie de la santé.

Notre contact est Mme Mariam TRAORE / SANOGO, Responsable du Centre d'Information sur la Recherche et le Développement (CIRD). Mme Traoré, qui encadre une équipe de 7 personnes, possède un DESS obtenu à Villeurbanne en 1998.

L'objectif de ce centre qui gère aussi le fonds du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), est de mettre à la disposition des étudiants de niveau bac + 3, une ressource documentaire en ligne de plus de 5 800 éléments. Par ailleurs, le CIRD enrichit son fonds documentaire de 18 000 entrées chaque année.

Points à retenir, opportunités :

Mme TRAORE est un des principaux contacts de l'ISTID ; le CIRD recrute en moyenne 1 à 2 stagiaires de l'ISTID, par an. L'IRD, via le CIRD et Mme Traoré en particulier, sera à coup sûr l'un des interlocuteurs principaux de notre projet. L'IRD possède une salle Internet d'une quinzaine de postes, de bonne qualité.

L'utilisation de cette salle pour les regroupements est une possibilité qui doit être formalisée (demande écrite de l'ISTID) mais qui ne pose théoriquement pas de problème. Le débit Internet est suffisant pour utiliser la plateforme collaborative de l'IFA (un test complet a été réalisé sur site, à l'aide de Christophe BECHELLAOUI en France).

Une salle de visioconférence (avec Internet HD) existe également sur le site de l'IRD. Il ne nous a pas été possible de la visiter mais son utilisation occasionnelle reste possible, sous conditions.

L'IRD possède une unité à Bobo-Dioulasso, également équipée en salle informatique et Internet. Notre contact sur ce site : Vincent JAMONNEAU (vincent.jamonneau@ird.fr, 06 37 47 03 58).

Des besoins importants en formation à la documentation audiovisuelle ont été mentionnés.

Mme Maïmouna SANOKO, Directrice Générale de la Bibliothèque Universitaire Centrale de OUAGADOUGOU (BUC) – Visite de la BUC et échanges avec le personnel (matin)

Créée en 1969 la BUC est issue de la fusion de la bibliothèque du Centre d'Enseignement Supérieur et de celle du Centre d'enseignement de Pédagogie et de Perfectionnement.

Précédemment dénommée "Bibliothèque du CESUP", elle fut installée dans les locaux de l'école normale puis transférée sur son site actuel en 1973. Avec la création de l'université de OUAGADOUGOU en 1974 et l'ouverture de nouvelles filières et des bibliothèques de proximité, la bibliothèque prit l'appellation de Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC).

Elle abrite aujourd'hui dans 3 bâtiments, un fonds documentaire de 70 000 ouvrages, 7 000 thèses et mémoires et 150 titres de périodiques dont 80 courants et des travaux de recherche.

Les missions de la BUC sont la collecte, le traitement et la diffusion de l'information scientifique et technique aux chercheurs, enseignants et étudiants et l'hébergement des activités intellectuelles pour l'ensemble de ses usagers.

En tant que structure centrale, elle a également pour mission de promouvoir la politique documentaire au sein de l'université et de coordonner les activités bibliothéconomiques de toutes les bibliothèques de proximité dont elle assure la tutelle technique.

Ainsi, la BUC se présente comme l'appui et le soutien logistique indispensable à l'étude, à l'enseignement et à la recherche.

Sa structure, son organisation et ses activités sont étroitement liées aux programmes de l'université et au contexte dans lequel évolue cette dernière.

En tant que structure documentaire la plus importante du pays, la Bibliothèque Universitaire Centrale impacte largement la région et accueille une large gamme d'utilisateurs provenant de divers horizons (des établissements d'enseignement supérieur tels que l'ENAM, l'ENAREF, des services administratifs de l'Etat etc.) et poursuivant des objectifs très variés (études, recherches, stages etc.).

Points à retenir :

Le personnel de la BUC intègre une douzaine de bibliothécaires, dont 7 viennent de l'ISTID et les autres de l'EBAD (DAKAR, SÉNÉGAL). Signalons ici que le coût de la formation de l'EBAD est d'environ 700 000 FCFA par an (ce qui représente un coût comparable à la notre).

Un nouveau BTS orienté Archives/Documentation sera créé en 2011, à Koudougou (environ 100 km de OUAGADOUGOU). Une licence sera ouverte dans la continuité.

Des besoins criants en formation aux nouveaux métiers ont été mentionnés, Idem pour la recherche documentaire ou sur le web, ainsi que pour la mise à jour de sites web. Problème aussi de la mise en ligne des mémoires et des thèses pourtant numérisés au sein de la BUC...

Visite de la Médiathèque du Centre Culturel Français Georges Méliès – Echanges avec le personnel (après midi)

Créé en 1963, le Centre Culturel Français est une des premières structures culturelles installées au BURKINA FASO. Antérieurement dénommé « Centre Culturel Franco-voltaïque » (du temps de la HAUTE-VOLTA), il prend en 1985 le nom de centre culturel français Georges MÉLIÈS pour saluer la mémoire d'un des génies du cinéma français, l'inventeur du trucage.

Le CCF est installé à OUAGADOUGOU. Cette ville s'est imposée comme la capitale du cinéma africain, par l'organisation du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de OUAGADOUGOU (FESPACO).

Au travers de supports que sont le livre, les arts du spectacle vivant, le cinéma, les conférences, les arts plastiques, la photo, dans leur forme classique ou contemporaine, le CCF remplit ses missions de diffusion de la culture française, de promotion des cultures nationales (Burkinabè) et du développement des échanges culturels, dans l'espace de la francophonie.

Le CCF est un espace d'accès à la culture pour le plus grand nombre. Il est fréquenté par un public varié : petits et grands, artistes, scientifiques, universitaires, tous y viennent partager des émotions et des savoirs.

Le CCF-Georges Méliès dispose des infrastructures et des équipements qui permettent régulièrement de proposer une programmation de septembre à juillet :

- Une médiathèque de plus de 530 m2 proposant 24 000 ouvrages et documents, et pouvant accueillir 250 lecteurs. Elle est fréquentée par 3 500 adhérents. Elle est par ailleurs associée à de multiples manifestations et accueille régulièrement des expositions.

- Un Centre de ressources multimédia sur la France contemporaine qui a pour vocation de renseigner sur les divers aspects - littéraires, artistiques, sociaux, scientifiques, techniques, etc. - de la culture et de la civilisation françaises actuelles. L'information y est dispensée par des outils documentaires, numériques et télématiques.
- Un théâtre de plein air (Le Grand Méliès) de 435 places où sont présentés les spectacles de théâtre, de danse et de musique.
- Une salle de cinéma (Le Petit Méliès) de 194 places, où se tiennent aussi les conférences et une salle circulaire (La Rotonde) de 350 m², qui accueille des expositions artistiques et scientifiques.

Points à retenir, opportunités :

Le CCF met gracieusement à la disposition de l'ISTID une salle pour les cours et les travaux pratiques de ses étudiants. Par ailleurs le CCF est en rénovation ; une salle internet haut débit toute neuve (une quinzaine de machines sont encore dans les cartons) est en cours de création au rez-de-chaussée du CCF. L'utilisation de cette salle internet HD peut être négociée entre l'ISTID et le CCF.

M. Félix SANON, Directeur des Services aux Entreprises et de la Coopération de la Chambre de Commerce et d'Industrie du BURKINA FASO - CCI-BF (après midi)

L'entretien avec M. SANON a été assez court ; il nous a assez rapidement dirigés vers le Directeur de la Formation Professionnelle, M. Dramane TRAORE, ce dernier n'ayant finalement pas pu se rendre disponible pour notre rendez-vous prévu en fin de semaine.

Cet entretien nous a toutefois permis de discuter des opportunités de développement des métiers émergents de l'INFODOC au BURKINA FASO.

L'activité la plus soutenue est l'Intelligence Economique, qui a bénéficié d'une aide d'1 million d'euros, pilotée et gérée par le Réseau de Veille des CCI du BURKINA FASO. Les besoins des entreprises en IE et en produits de Veilles sont évidents et profonds.

Les autres métiers de l'INFODOC – Records Management (RM) et Gestion des Connaissances (GC) notamment - connaîtront, à moyen terme une expansion équivalente.

Points à retenir, opportunités :

Les métiers de l'INFODOC émergent lentement au BURKINA FASO, tirés par l'Intelligence économique qui est l'activité la plus avancée. L'heure est à la promotion et à l'implantation, au choix des méthodes et des outils, à l'évaluation de l'intérêt de la démarche... L'industrialisation est attendue pour les années à venir.

3.3 MERCREDI 15 DECEMBRE 2010

Présentation de la formation et du projet (après midi et soirée)

L'après midi et la soirée du mercredi ont été consacrés à la présentation du projet et de la formation auprès des diverses parties prenantes.

Cette grande réunion organisée et hébergée par l'ISTID a permis de générer des rencontres et des échanges avec les enseignants et les étudiants, les membres de l'Association des Anciens Etudiants de l'ISTID (AFRIQU'AMITIESEISTID), les membres de l'Association Burkinabè des Gestionnaires de l'Information Documentaire (ABGID).

Plus de 75 personnes ont participé à cette réunion. Celles-ci ont été recensées dans une liste qui constitue le réseau de communication de départ pour la formation (voir annexes) ; il peut être souhaitable de tenir informées ces différentes personnes des avancées du projet, notamment via une mailing list.

3.4 JEUDI 16 DECEMBRE 2010

M. Francis SEMPORE, 2iE, Directeur de la Formation Continue et à Distance (matin)

Le 2iE a pour vocation de former des ressources humaines compétentes, innovantes et entreprenantes, destinées à soutenir le développement du continent africain dans toutes ses diversités. De nombreuses formations, en présentiel et à distance sont dispensées, dans les domaines de l'ingénierie de l'eau et de l'environnement (voir graphe récapitulatif ci-dessous, issu du site Web de 2iE : <http://www.2ie-edu.org/>).

La Formation Ouverte et A Distance (FOAD) est au cœur de la stratégie de croissance du 2iE. A l'horizon 2015, le 2iE veut compter plus de 2 500 étudiants dont la moitié inscrits en FOAD (actuellement 600 étudiants sont inscrits en FOAD, dans plus de 32 pays).

Les Formations Ouvertes et A Distance se déroulent essentiellement sur la plateforme d'enseignement à distance MOODLE, dotée d'outils de communication, d'organisation, d'édition et de partage, avec des périodes de regroupement.

L'approche pédagogique prévoit un suivi assuré par des tuteurs qui encadrent les étudiants et veillent à la réalisation des projets.

La qualité de la structure de 2iE et de ses formations tient à différents points :

- Un important équipement en matériel informatique, en réseau et TIC (fibre + LS de 8 Mo), en salles spécialisées ainsi que la centralisation et la mise à disposition de toutes ces ressources pour l'ensemble des formations ;
- La numérisation systématique des contenus et l'exploitation associée des données : création d'une « matrice de contenu » et de son thésaurus ;
- La mise en place d'un tutorat modulaire (utilisant des moyens simples : tutorat asynchrone dans 90% des cas).
- Possibilité de regroupements sur OUAGADOUGOU ou Yaoundé (Cameroun) ;
- Partenariat avec l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie), permettant notamment l'accès aux campus numériques francophones.

Points à retenir, opportunités :

2iE est à coup sûr l'acteur le plus expérimenté en matière de FAD au BURKINA FASO, et peut être en Afrique de l'Ouest.

La qualité de notre contact avec Francis SEMPORE, d'une part, et la volonté de 2iE de nouer des relations internationales avec des acteurs de la FAD, d'autre part, nous permettent d'envisager des échanges réguliers avec 2iE, afin d'améliorer notre offre de FAD et de mieux l'adapter au public africain.

2iE propose par ailleurs de mettre gracieusement à la disposition de l'ISTID sa salle de visioconférence de OUAGADOUGOU (Internet haut débit, caméras mobiles, écrans géants). Les conditions d'utilisation de cette salle de visioconférence doivent être négociées entre l'ISTID et 2iE.

M. Hamidou DIALLO, Directeur Général du Centre National des Archives (CNA) – Visite du Centre – Echanges avec le personnel (après midi)

Créé dans les années 1970, le Centre National des Archives est chargé de traiter et de conserver « la mémoire » du BURKINA FASO.

Le Centre, outre la Direction Générale, comporte quatre directions :

- ✓ La direction des archives historiques et iconographiques (qui traite les archives venant de l'extérieur)

- ✓ La direction des archives administratives (qui intervient dans les services publics ; elle peut par exemple aider les ministères, sur leur demande, à organiser leurs archives) ;
- ✓ La direction des archives audiovisuelles et des unités techniques (qui s'occupe de tout ce qui est images, des enregistrements sonores)
- ✓ et enfin la Direction de la documentation et de la diffusion (qui gère la bibliothèque et la salle de lecture où tout citoyen peut venir consulter les documents et les ouvrages dont il a besoin).

Le Centre National des Archives est rattaché à la Présidence du Faso. Il ne possède pas d'autonomie financière, mais intègre un responsable des Affaires Administratives et Financières qui travaille en relation avec la Direction des Affaires Administratives et Financières de la Présidence du Faso.

Dans un article du 20 Avril dernier, publié sur le *faso.net* (<http://www.lefaso.net/spip.php?article36372>), Hamidou DIALLO, Directeur Général du Centre National des Archives explique les problèmes récurrents des archives au BURKINA FASO :

- Les péripéties historiques du BURKINA FASO (colonisation, décolonisation, période sankariste...) ont conduit à une dispersion internationale des archives (les rapports annuels de la colonie de la Haute-Volta se trouvent à Dakar au Sénégal ; de nombreuses archives existent également au Niger, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en France) ;
- Même au niveau national, cette dispersion existe : une loi sur les archives qui a été votée. Cette loi prévoit en principe que les archives qui datent de 30 ans doivent être automatiquement versées au Centre national des archives. La difficulté de tri, surtout, a rendu cette loi inappliquée ;
- Les intempéries menacent également les archives du pays. Pour exemple, le BURKINA FASO a connu le 1er septembre 2009 des pluies diluviennes qui ont causées des inondations considérables. Celles-ci ont sérieusement abîmées la célèbre collection de films africains qui était auparavant conservée au FESPACO et qui a été rapatriée depuis au CNA.

Points à retenir, opportunités :

La question des archives est très importante au BURKINA FASO ; elle participe au maintien de l'unité du pays. Le Centre National des Archives rencontre de grandes difficultés dans sa mission de regroupement des données.

Le Centre National des Archives se lance dans la numérisation des archives (en local mais aussi à l'étranger, pour obtenir des copies électroniques des documents délocalisés). Cette marche vers la technicité se heurte à des problèmes immédiats : sur 20 personnes composant le CNA, seuls 6 sont des professionnels du document (et un seul vient de l'ISTID).

Logiquement, au regard des enjeux liés aux archives et des problèmes rencontrés, il paraît important de maintenir de bonnes relations avec le CNA afin que des étudiants de l'ISTID puissent l'aider à accomplir ses missions.

3.5 VENDREDI 17 DECEMBRE 2010

M. Anfana TRAORE et Mme Alida Gisèle YONLI, Ministère des Postes et des TIC (matin)

Nous avons rencontré M. Anfana TRAORE et Mme Alida YONLI, respectivement Directeur de la Réglementation, de la Normalisation et de la Dématérialisation des Procédures et Chef de Service de la Sensibilisation et de la Vulgarisation des TIC.

Les deux représentants du Ministère des TIC ont détaillé le projet national de développement de la fibre optique, dont l'échéance est prévue pour fin 2011. Une grande partie du projet est d'ores et déjà terminée (90% selon eux). Ce projet est crucial pour le pays qui mise évidemment sur ces travaux pour réduire la fracture numérique Nord/Sud.

Djibrilou TAMBOURA, à son tour, a expliqué les problèmes rencontrés par l'ISTID : un niveau de bande passante Internet utilisable toujours inférieur à celui facturé, d'une part et un coût d'accès à un débit supérieur prohibitif : 80 400 FCFA/mois, soit plus de 122 € pour 1 Mo, d'autre part.

M. Traoré a conclu en précisant l'utilité de développer des serveurs locaux (comme le fait l'AUF avec l'exploitation d'un serveur miroir au BURKINA FASO) pour éviter le transit systématique des données et la perte de débit.

M. Boubakar TRAORE et M. Boubakar Axel OUEDRAOGO (matin)

Nous avons terminé nos entretiens en rencontrant dans un premier temps M. Boubakar TRAORE, Responsable du Service de l'Intelligence économique à la CCI-BF, puis M. Boubakar OUEDRAOGO, Directeur de l'Information et de la Communication de la Maison de l'Entreprise du BURKINA FASO (MEBF).

Ces entretiens ont été limités dans le temps mais ont permis de revenir sur différents points :

- La nécessité de promouvoir le métier de documentaliste en tant que tel : les tâches documentaires sont à l'heure actuelle plutôt confiées à des standardistes... L'amélioration de la situation passe donc à la fois par la formation initiale et par la formation continue des personnels en poste.
- La nécessité de soutenir le développement de la Veille et de l'Intelligence économique dans le pays. Actuellement, ces concepts sont en émergence dans des secteurs industriels bien précis : secteur bancaire, secteur de la pétrochimie ou de la chimie, notamment.

Enfin, nous avons visité le Centre d'Information et de la Documentation Economique (CIDE), structure commune de la CCI-BF et de la MEBF. Afin de consolider et de renforcer les liens déjà étroits entre la CCI-BF et la CCI de ROUEN, une mise en relation entre Mr Boubakar OUEDRAOGO et Mme Marie-France DUCAMP, responsable du Centre de Documentation et de Ressources Economiques de la CCI de ROUEN sera proposée à notre retour.

Il faut signaler enfin que deux archivistes-documentalistes formés à l'ISTID travaillent au CIDE de la CCI-BF et de la MEBF.

Signature de la convention : réunion ISTID / IRTD (après midi)

Nous avons signé la convention IRTD / ISTID dans l'après-midi du vendredi. Après lecture détaillée de cette dernière, certaines corrections de forme ont été directement réalisées dans le texte ; d'autres modifications feront l'objet d'un avenant, comme par exemple :

- La résiliation du partenariat : notification d'une durée minimum du partenariat, alignée sur la présence d'étudiants dans les cycles de formation (en clair : le partenariat ne peut être résilié tant que des étudiants sont en cours de formation) ;
- Les modalités financières de restitution de la part ISTID (50 €par inscription) doivent également être précisées dans l'avenant. L'ISTID propose à l'IFA la création d'un compte à OUAGADOUGOU, permettant des versements sans frais à l'ISTID et évitant des frais bancaires supplémentaires aux étudiants lors du versement de leurs frais d'inscriptions.

Cette signature s'est faite en présence de Wahab OUEDRAOGO, journaliste pour le journal Le Nord, qui a accepté de faire un article sur le lancement de ce partenariat et sur la nécessité de former des professionnels aux métiers de l'INFODOC en Afrique.

4 BILAN DE LA MISSION, FUTUR DU PROJET

Une réunion de clôture a permis de dresser le bilan de la mission et d'en faire la synthèse. Nous en reprenons ici les points clés.

4.1 BILAN GENERAL

Le programme de la mission a été atteint, à l'exception de la rencontre avec M. Dramane TRAORE, Directeur de la Formation Professionnelle à la CCI-BF et de certains ministres, comme le Ministre de la Jeunesse.

Nous souhaitons rencontrer ces deux personnes afin de leur présenter le système des contrats d'apprentissage français et voir avec eux, dans quelle mesure ces derniers pourraient être appliqués au BURKINA FASO.

Ce pourra être l'objet d'un prochain voyage avec notamment la venue de Germaine DOLEY, spécialiste à l'IFA Marcel Sauvage du droit de la formation et contact au sein de l'IFA pour cette formation à distance en Afrique.

Tous les entretiens que nous avons eus ont été utiles et intéressants. Certains d'entre eux seront à coup sûr décisifs pour la suite du projet.

C'est le cas, notamment, des relations que nous avons nouées avec les structures suivantes :

- ISGE-BF : M. CAMPAORE, en relation étroite avec la CCI de Rouen, pourra nous conseiller sur les aspects liés au recrutement des étudiants, à l'établissement de contrats avec les employeurs.

Par ailleurs, l'ISGE-BF a de gros besoins en termes de gestion de son patrimoine informationnel ; en ce sens, il pourra vraisemblablement intégrer dans le futur proche des étudiants de notre formation.

- IRD – CIRD : Mme TRAORE est un contact de longue date de l'ISTID.

Le CIRD recrute en moyenne 1 à 2 stagiaires de l'ISTID par an ; le niveau licence ainsi que les objectifs de la FAD les intéressent. Par ailleurs, l'IRD propose le prêt d'une salle informatique équipée d'Internet pour les regroupements.

- Centre Culturel Français Georges MELIES : L'équipe du CCF nous a également réservé un excellent accueil, possède une salle dédiée aux cours de l'ISTID.

Actuellement, le Centre restructure ses locaux, avec création d'une salle Internet haut débit. La relation déjà établie entre l'ISTID et le CCF de Ouaga permet d'envisager des relations serrées.

- 2iE : son expertise dans la formation à distance, d'une part, et la qualité générale de la structure, d'autre part, font de cet organisme de formation un contact privilégié, qui peut nous conseiller en tous points : méthodes, outils et matériel. Francis SEMPORE, Directeur de la Formation Continue et à Distance, est un contact à relancer régulièrement.

Sur un autre plan, les échanges directs avec l'ISTID ont permis de finaliser les aspects pratiques du projet, de lancer ce dernier et de nouer un « relationnel » solide entre les différentes parties prenantes.

4.2 ACTIONS À RÉALISER

Côté IRTD

Janvier

- Lettres de remerciement à toutes les personnes rencontrées
- Mettre à jour la plaquette, l'envoyer par mail à l'ISTID et aux différentes personnes rencontrées, l'imprimer sur papier couleur et en envoyer un paquet par courrier à l'ISTID

- Avenant à la convention à éditer et à annexer, convention à signer et à renvoyer à l'ISTID
- Réalisation des documents de communication : définition d'un nom pour la formation, création d'un site Web et finalisation des plaquettes associées

Janvier / Février

- Mise au point d'un système financier permettant les versements réguliers à l'ISTID.
Afin de limiter les frais bancaires, l'ISTID propose à l'IFA d'ouvrir un compte à OUAGADOUGOU (voir si CCI de Rouen ne possède pas déjà un compte bancaire au Burkina)
- Dès lancement d'une session de formation, formalisation des modules de cours : adaptation du contenu et mise en forme (dont création d'une première de couverture).
- Création des CD-ROM associés et mise en ligne sur la plateforme collaborative de l'IFA

Février

Edition d'un dossier d'inscription spécifique pour la formation et envoi de plusieurs dizaines de copies à l'ISTID

Côté ISTID

Réflexion autour du programme de promotion de la formation ; édition d'une feuille de route

Janvier

Amélioration de la connexion Internet (ou tout au moins établissement d'une solution d'hébergement auprès des partenaires, pour les premiers regroupements)

Février

Pérenniser les contacts noués lors de la mission : échanges réguliers avec les personnes rencontrées, et notamment : ISGE-BF, l'IRD, le CCF Georges Méliès et 2iE

Tout au long du partenariat

Proposer des listes régulières de candidats potentiels (y compris avant inscription des candidats)

Tâches communes

Par ailleurs, nous pouvons définir les opérations communes suivantes, qui doivent être étalées sur l'ensemble de la durée du partenariat :

- Consolidation des liens entre l'IRTD et l'ISTID notamment par le transfert de compétences et la mise en relation des formateurs : envoi de la liste des enseignants de l'ISTID avec leur matière et leur coordonnées à l'IRTD et vice-versa.
- Promotion régulière de la formation, notamment via les réseaux burkinabè (Association Burkinabè des Gestionnaires de l'Information Documentaire (ABGID), Réseau national de lecture publique CENALAC) et en Afrique (IUSSO au Gabon, CCF au Rwanda, Université de Kinshasa,). Ne pas négliger le réseau africain de la CCI de Rouen pour toucher les entreprises africaines.
- Formalisation de contrats d'engagement avec les employeurs ; l'équivalent du « contrat d'apprentissage » n'existe pas au BURKINA FASO... (il nous est toujours possible de le proposer au Ministère des Enseignements...). En attendant, des contrats types doivent être imaginés puis édités pour pouvoir encadrer les étudiants en formation continue (voir avec M. CAMPAORÉ de ISGE-BF et Germaine DOLEY de l'IFA Marcel Sauvage pour ce sujet) ;
- Ingénierie du financement des étudiants : recensement des bourses existantes pour les étudiants, possibilités de prêts (bourses de l'AUF ou d'autres pays, aide FONER, soutien par des Fondations d'entreprises, etc.)

- Recherche de financements, pour le projet, dont notamment relance de la candidature au Fonds Francophone des Inforoutes (FFI). Dossier de candidature à remettre avant le 4 mars 2011.

4.3 PERSPECTIVES

Les perspectives du projet sont globalement favorables, même si nous devons être attentifs à certains points. Comme tout projet, le nôtre comporte des forces et des faiblesses, que nous pouvons mesurer comme suit.

Forces :

- La conjoncture économique en Afrique est favorable ; la prise de conscience de l'intérêt de la gestion de l'information émerge et certaines entreprises sont déjà très avancées, surtout dans les pays Lions. Par ailleurs, les analystes attendent le retour d'une croissance forte en Afrique et au BURKINA FASO en particulier ;
- Le projet est opérationnel : les aspects pratiques et financiers sont désormais finalisés, une session de formation peut être lancée dès les mois à venir ;
- L'ISTID est bien implanté dans le pays : son réseau, ses compétences, ses moyens et son dynamisme sont adaptés au projet ;
- Le positionnement de la formation vers l'INFODOC permet de la rendre non concurrentielle (peu d'offre de formation dans notre secteur) et pérenne (en anticipant les tendances des années à venir).

Faiblesses :

- Le positionnement de la formation vers l'INFODOC peut aussi freiner dans un premier temps le financement par les entreprises, non encore suffisamment sensibilisées à ces métiers émergents ;
- Malgré les efforts financiers réalisés, la formation reste chère pour les particuliers (même si le tarif annuel est équivalent à celui de la FAD de l'EBAD à Dakar) ;
- L'ISTID est une structure privée ; ceci peut peut-être freiner l'obtention de bourses pour les étudiants ou de ressources pour le projet (subventions d'Etat, accès à certains réseaux...).

Une première évaluation du potentiel de recrutement sera possible environ 3 mois après la finalisation du site Web et des documents de communication (c'est à dire environ aux vacances de Pâques).

Cette première estimation (nombre de personnes inscrites ou ayant pris contact) sera un indicateur important pour le futur du projet et pour le remaniement des actions de communication/promotion.

Les étapes suivantes seront d'une part la promotion de l'apprentissage auprès du Ministère de la Jeunesse et du Ministère de l'enseignement, d'autre part, la valorisation des métiers émergents de l'INFODOC auprès des entreprises africaines via la Maison de l'entreprise de la CCI –BF.

Ainsi, les étudiants de la FAD de l'IRTD/ISTID seront les pionniers dans ces domaines en Afrique !

5 REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier chaleureusement tous les membres de l'équipe de l'ISTID, et particulièrement Thérèse HIEN, Djibrilou TAMBOURA et Jacques NANEMA, pour la qualité de leur accueil et leur disponibilité tout au long de la mission.

Nous voulons aussi remercier notre chauffeur, Jean-Pierre, qui nous a suivis pendant toute cette semaine.

Nous remercions également toutes les personnes que nous avons rencontrées et qui sont signalées dans ce rapport de mission.

Nous remercions tout le personnel de l'IFA qui nous a assistés dans ce projet, et particulièrement Christophe BECHELLAOUI pour son apport avant et pendant la mission.

Enfin nous voulons remercier Nadine MALEPLATE pour sa patience, tout au long du projet, et pour sa confiance qui a permis de réaliser cette mission en Afrique.

6 ANNEXES

6.1 COORDONNÉES DES PERSONNES RENCONTRÉES

Voir page suivante.

6.2 LISTES DES PERSONNES PRÉSENTES LORS DE LA PRÉSENTATION DU MERCREDI

Voir pages suivantes.